



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 2 février 2009

CONTENU

Crise économique mondiale

Davos : quelles perspectives pour la crise économique?	1
L'OMC et les barrières à l'entrée face à la crise économique	2

Politique commerciale américaine

La crise mondiale et la diplomatie d'Obama	3
Le commerce et la question de l'agriculture américaine	4

Crise économique mondiale

Davos: quelles perspectives pour la crise économique ?

Les chefs d'États du monde ainsi que les grands « capitaines » d'industrie n'auront eu que peu de temps pour développer des solutions efficaces à la crise économique mondiale. Lors du panel de clôture, les participants et les membres des conseils du *Forum's Global Agenda* se sont employés à formuler des recommandations aux décideurs politiques du monde. En bref, le message que nous pouvons dégager de cette rencontre est le suivant : les gouvernements de la communauté internationale se doivent de continuer la coopération en développant rapidement des réponses coordonnées à la plus importante crise économique depuis 1930 : « Global challenges demand global solutions ». Le fondateur et Président exécutif du Forum économique mondial, Klaus Schwab, a déclaré que les enjeux associés à la crise mondiale devaient être « simultanément » traités. Peu importe le degré d'importance, aucune question ne doit être « négligée ». Schwab a également insisté sur la nécessité de restaurer la « confiance » dans le système économique international.

À travers les cinq jours de rencontres du Forum économique mondial, plusieurs objectifs étaient visés :

- Supporter les institutions gouvernementales et internationales, notamment le G-20;
- S'assurer que les défis mondiaux soient examinés sous un angle holistique;
- Cogiter sur la mise à jour des structures et des stratégies de la coopération internationale;
- Améliorer la base éthique des entreprises privées en tant qu'acteurs « sociaux constructifs »;
- Restaurer la confiance dans le système économique international.

Mais le Forum s'est soldé sur une note négative. En effet, c'est un portrait plutôt sombre du « paysage » économique mondial que les participants ont dressé, paysage caractérisé, entre autres, par un taux de chômage galopant, des



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 2 février 2009

faillites, une baisse de la demande globale et une précarité qui se fait de plus en plus sentir. Selon la directrice du groupe sud-africain Transnet, Maria Ramos : « le temps des mots est fini. Voici venu le temps de prendre des actions concrètes. Si nous sommes de retour ici dans six mois ou un an et que nous discutons toujours des mêmes choses, alors cela officialisera notre défaite ». Comme si cela n'était pas assez négatif, Klaus Schwab a conseillé aux participants du Forum de ne pas trop espérer du prochain Sommet du G-20 qui, selon lui, mettra plutôt l'accent sur des réponses « immédiates » et « techniques » à la crise économique mondiale. En revanche, le Forum économique mondial, poursuivit Schwab, a servi de rampe de lancement vers de nouvelles initiatives pour répondre aux enjeux à long terme, comme le « remaniement » des mécanismes de régulation financière et des institutions de gouvernance internationale : « We need to redesign our systems in a proactive, collaborative way. »

Pour une liste détaillée des objectifs de la rencontre, voir:

http://www.weforum.org/pdf/AM_2009/DavosOutcomes.pdf

Source: World Economic Forum, « Global leaders urge collaboration and swift action at close of Annual Meeting in Davos », *Media Centre Press Release*, February 1 2009. [En ligne]: http://www.weforum.org/en/media/Latest%20Press%20Releases/AM09_PR_Closing

L'OMC et la question des barrières à l'entrée face à la crise économique

Selon le premier rapport du secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur les effets de la crise économique mondiale sur le commerce international, nous ne disposons pas de données suffisantes afin de conclure à un « retour » au néo-protectionnisme (p. ex. l'augmentation des barrières tarifaires et non-tarifaires à l'entrée). En effet, il n'y aurait que « peu de preuves » à cet égard. Cela dit, le rapport souligne le risque d'augmentation des « remèdes » à l'asymétrie commerciale (p. ex. *antidumping*) mis en place par les membres de l'OMC pour protéger leur économie domestique pour l'année 2009. Jusqu'à maintenant, la majorité des actions entreprises par les États en réponse à la crise mondiale ont été financières (p. ex. injection massive de liquidité; baisse des taux d'intérêt; support à l'industrie automobile; rachat de banques) plutôt que commerciales. Sur ce point, le Directeur de l'OMC, Pascal Lamy, a tenu une séance de discussions avec les ministres du commerce des États membres sur ces questions à Davos le 31 janvier dernier, mais rien n'a concrètement abouti. Les États membres se sont également mis d'accord pour se rencontrer et discuter des résultats du rapport à Genève le 9 février.

Le rapport en question indique aussi une diminution des finances commerciales des banques privées du à des coupures de liquidités ainsi qu'une aversion au risque chez les spéculateurs. Voici une nouvelle qui inquiète, car les finances commerciales facilitent le commerce international en fournissant du



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 2 février 2009

crédit aux parties impliquées dans les transactions et les échanges : « Difficulties in opening letters of credit, which are one form of trade financing are reported in an increasing number of countries, and prospects are not encouraging. » Enfin, le rapport souligne l'importance de la conclusion des négociations du Cycle de Doha. Un succès à Doha sur la libéralisation du commerce international pourrait dissuader et, dans certains cas, limiter la capacité des États à ériger des obstacles aux flux commerciaux : « [...] severe economic difficulties would result from any significant resort to trade restricting or distorting measures. »

Pour lire le rapport, voir :

<http://www.nftc.org/default/trade/2009/DG%20report%20Jan%2023.pdf>

Source: Inside US Trade, « WTO Sees Limited Rise In Trade Barriers In Face Of Economic Crisis », Vol. 27, No. 4 - January 30, 2009, p. 15-16.

Politique commerciale américaine

La crise mondiale et la diplomatie d'Obama

Lors d'une discussion téléphonique (le 26 janvier) avec le Président du Brésil, Luiz Inácio Lula da Silva, le Président des États-Unis (USA), Barack Obama, a souligné l'importance de « faire avancer » le commerce international, et plus particulièrement de conclure le Cycle de Doha, afin de combattre la crise économique mondiale. Par ailleurs, Obama a exprimé son intérêt dans le maintien du *U.S.- Brazil CEO Forum* (créé sous George W. Bush et visant à évaluer les besoins des secteurs privés respectifs) en le qualifiant de « mécanisme utile » pour renforcer la coopération bilatérale. Les deux leaders ont aussi discuté du potentiel des bio-carburants en tant qu'éventuelles sources d'énergie alternatives au pétrole. Pour sa part, Obama s'est dit prêt à « apprendre » du succès brésilien en la matière. Cela dit, les deux chefs d'État n'ont pas discuté de la question des tarifs imposés aux importations d'éthanol en provenance du Brésil aux USA. Plusieurs *think tanks*, dont James M. Roberts et Ray Walser de la *Heritage Foundation*, ont recommandé à la nouvelle administration d'exempter l'éthanol brésilien des droits de douanes américaines, car les subventions de la production d'éthanol par le gouvernement américain ne sont pas rentables si l'on tient compte du rapport coûts/bénéfices. Aussi, Obama a-t-il fait savoir à Lula son intérêt à travailler « ensemble » dans le développement d'un agenda pour le Sommet du G-20 qui aura lieu à Londres le 2 avril prochain. Obama aurait également invité son homologue pour une visite à Washington au cours du mois de mars.

Obama s'est par ailleurs entretenu la même journée au téléphone avec la Chancelière allemande, Angela Merkel, et le Président de la France, Nicolas Sarkozy. Les trois chefs d'État se sont également entendus sur l'importance de



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 2 février 2009

coopérer en temps de crise économique. Un autre entretien ce jour-là fut celui entre Obama et le Président de la Russie, Dmitry Medvedev. Outre la crise économique mondiale, les deux *leaders* ont discuté de l'enjeu de la prolifération des armes de destruction massive et de la « guerre » contre le terrorisme international. Les deux chefs d'État se seraient de plus entendus pour se rencontrer personnellement dans les mois suivants le prochain Sommet du G-20.

Le 27 janvier, Obama a téléphoné au Président de la Colombie, Alvaro Uribe. Obama a exprimé son désir d'améliorer les relations entre les USA et l'Amérique latine. Les deux *leaders* ont également discuté de coopération bilatérale dans les domaines suivants : la lutte contre le narcotrafic, la sécurité régionale et les droits humains. « Obama reassured Uribe that the U.S. will continue to support Colombia's efforts to improve its security and prosperity. »

Le 28 janvier, Obama a téléphoné au Premier Ministre du Japon, Taro Aso. Selon le porte-parole de la Maison Blanche, Robert Gibbs, leur conversation était « substantive et étendue ». Les deux *leaders* auraient discuté des solutions possibles à la crise économique mondiale et d'une éventuelle rencontre face-à-face. Obama aurait aussi exprimé son « engagement profond » envers le maintien de l'alliance nippo-américaine qui, selon Obama, contribue à la stabilité de la région du Pacifique Ouest.

Ce qui étonne cependant, c'est qu'Obama n'ait pas téléphoné au Président de la Chine, Hu Jintao. Ici, il importe de spécifier que le Secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner, a récemment qualifié la Chine de « manipulateur de devise ». Tout porte à croire que si l'administration Obama devait succomber à la pression du Congrès pour que soit entérinée la législation S. 1607 sur l'*antidumping* visant à limiter les importations chinoises et pour qu'un plus grand nombre de litiges sur la protection de la propriété intellectuelle américaine en Chine soient portés devant l'Organe de règlement des différends de l'OMC, il y a de fortes chances que les relations commerciales sino-américaines se refroidissent, ce qui, en temps de crise, n'est pas dans l'intérêt des USA.

Sources: *Inside US Trade*, « Obama Stresses Urgency Of Doha Round To Combat Financial Crisis », Vol. 27, No. 4 - January 30, 2009, p. 6. James M. Roberts & Ray Walsler, « 10 points for President-elect Obama's Latin America Strategy », *Heritage Foundation WebMemo*, No. 2198, January 9, 2009, p.2.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 2 février 2009

Le commerce et la question de l'agriculture américaine : source de tension?

Le Secrétaire américain à l'Agriculture, Tom Vilsack, a exprimé cette semaine son engagement envers la défense des intérêts du secteur agricole des USA. Il a déclaré qu'il n'y aurait pas de « compromis » avec les autres secteurs de l'économie américaine lors de prochaines négociations commerciales : « We will continue to work with the trade representative to make sure that as trade negotiations are taking place, whether it's with an individual country or whether it's on a broader scale, that agricultural interests are at the table, understood and appreciated. »

Vilsack a également souligné l'importance d'être « prudent » dans la signature des accords commerciaux. Une chose qu'il ne faut surtout pas faire, selon lui, est de « négliger » l'agriculture aux bénéfices d'autres intérêts importants aux USA. Ainsi, face au commerce et à la question des subventions pour l'éthanol, Vilsack a déclaré que ces enjeux étaient d'une « importance extrême » pour l'agriculture américaine. Tant le commerce et les énergies alternatives que la production agricole méritent d'être supportés et promus : « I believe with a lot of hard work and dedication we can do both; we can promote agriculture here, create export opportunities for our goods, and at the same time allow American manufactured goods and other services to expand as well. »

Par ailleurs, Vilsack entend parcourir les USA afin d'étudier les diverses agricultures pratiquées au pays. À cet égard, d'importants sénateurs sudistes ont invité Vilsack à visiter leurs États respectifs, histoire d'en apprendre plus sur l'agriculture du Sud qui, rappelons-le, est hautement importante. D'ailleurs, les États du sud des USA sont particulièrement en faveur des subventions fédérales (notamment pour le coton et l'éthanol) et fortement en opposition aux efforts « nordiques » visant à les couper en échange de gains dans d'autres secteurs, comme il a été question dans les négociations de Doha.

Source: Inside US Trade, « Vilsack Vows To Defend U.S. Agricultural Interests In Future Trade Talks », Vol. 27, No. 4 - January 30, 2009, p. 12.

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca

